

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES EPLE - TROISIÈME  
RAPPORT 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">5</a>
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">    ANNEXE 1 - Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Cne Perreux-s-</a>	
<a href="#">    Marne_Lyc. P. Doumer.....</a>	<a href="#">8</a>
<a href="#">    ANNEXE 2 - Convention relative a lutilisation dequipements sportifs_Luzarches.....</a>	<a href="#">14</a>
<a href="#">    ANNEXE 3 - Convention relative a lutilisation dequipements sportifs_Neuilly-sur-Marne_Lyc. N.-</a>	
<a href="#">    J. Cugnot.....</a>	<a href="#">20</a>
<a href="#">    ANNEXE 4 - Convention relative à l'utilisation d'êquipements sportifs_Cne Montsout_Lyc. J.</a>	
<a href="#">    Mermoz.....</a>	<a href="#">26</a>
<a href="#">    ANNEXE 5 - Convention relative a lutilisation dequipements sportifs_SICVSD_Lyc. S. Delaunay</a>	
<a href="#">    .....</a>	<a href="#">32</a>

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### **Conventions d'utilisation d'équipements sportifs avec le syndicat intercommunal de réalisation et de gestion des équipements sportifs pour le C.E.S., le L.P. et la commune de Montsoul (SIRGES) et les communes de Luzarches, Neuilly-sur-Marne et du Perreux-sur-Marne.**

Le code du sport, en son article L100-1, dispose que la pratique des activités physiques et sportives « fait partie intégrante de l'éducation et de la culture. Elle s'exerce dans le respect des principes de la République et contribue à l'intégration sociale, à la solidarité intergénérationnelle et à l'apprentissage de la citoyenneté et de la vie démocratique. Elle constitue une dimension nécessaire des politiques publiques ayant notamment pour but l'égalité des chances, la préservation et la restauration de la santé et du bien-être moral et physique des individus et, plus généralement, l'épanouissement de la personne et le progrès collectif. La loi favorise un égal accès aux activités physiques et sportives, sans discrimination fondée sur le sexe, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, l'appartenance, vraie ou supposée, à une nation ou à une ethnie, la religion, la langue, la condition sociale, les opinions politiques ou philosophiques ou tout autre statut ». Afin qu'elles puissent s'exercer, il est nécessaire que lesdites activités physiques et sportives disposent d'équipements appropriés.

Pour les établissements d'enseignement du second degré dont la Région a la charge, deux cas peuvent se présenter. Ces équipements existent déjà et sont intégrés aux lycées, ou ils n'existent pas et dans ce cas, il convient de recourir à des installations situées à l'extérieur des établissements. Dans ce second cas, l'article L214-4 du code de l'éducation prévoit la conclusion de conventions entre les établissements publics locaux d'enseignement, la Région et les propriétaires (ou gestionnaires en cas de structure intercommunale) d'équipements sportifs afin de permettre la réalisation des programmes scolaires de l'éducation physique et sportive.

C'est dans ce cadre qu'ont été établis les projets de conventions suivants :

- Convention avec la commune du Perreux-sur-Marne pour le lycée Paul Doumer du Perreux-sur-Marne ;
- Convention avec la commune de Luzarches pour le lycée Gérard de Nerval de Luzarches ;
- Convention avec la commune de Neuilly-sur-Marne pour le lycée Nicolas-Joseph Cugnot de Neuilly-sur-Marne ;
- Convention avec le syndicat intercommunal de réalisation et de gestion des équipements sportifs pour le C.E.S., le L.P. et la commune de Montsoul (SIRGES) pour le lycée Jean Mermoz de Montsoul ;
- Convention avec le syndicat intercommunal Cesson et Vert-Saint-Denis pour le lycée Sonia Delaunay de Vert-Saint-Denis.

La mise à disposition des équipements fait l'objet d'une participation financière au bénéfice de la collectivité locale propriétaire ou de la structure intercommunale gestionnaire, conformément à l'article L1311-15 du code général des collectivités territoriales. Le lycée verse cette participation à la collectivité et bénéficie pour cela de la part de la Région d'une dotation complémentaire dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement. Pour l'année 2023 (CR 2022-045 du 22 septembre 2022), cette dotation est plafonnée à 8 € par élève.

Aussi, il est proposé d'approuver les projets de convention relatifs à l'utilisation des équipements sportifs annexés à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 21 SEPTEMBRE 2023

#### CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES EPLE - TROISIÈME RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code du sport ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 modifiée relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-045 du 22 septembre 2022 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2023 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-333 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune du Perreux-sur-Marne au bénéfice du lycée Paul Doumer situé sur le territoire de la commune figurant en annexe 1 de la présente délibération, autorise la Présidente à la signer.

#### **Article 2 :**

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Luzarches au bénéfice du lycée Gérard de Nerval situé sur le territoire de la commune figurant en annexe 2 de la présente délibération, autorise la Présidente à la signer.

#### **Article 3 :**

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Neuilly-sur-Marne au bénéfice du lycée Nicolas-Joseph Cugnot situé sur le territoire de la

commune figurant en annexe 3 de la présente délibération, autorise la Présidente à la signer.

**Article 4 :**

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs du syndicat intercommunal de réalisation et de gestion des équipements sportifs pour le C.E.S., le L.P. et la commune de Montsault (SIRGES) au bénéfice du lycée Jean Mermoz situé sur le territoire de l'intercommunalité figurant en annexe 4 de la présente délibération, autorise la Présidente à la signer.

**Article 5 :**

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs du syndicat intercommunal de Cesson Vert-Saint-Denis au bénéfice du lycée Sonia Delaunay situé sur le territoire de la commune figurant en annexe 5 de la présente délibération, autorise la Présidente à la signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **ANNEXE 1 - Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs\_Cne Perreux-s-Marne\_Lyc. P. Doumer**



<p align="center"><b>CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</b></p>
--

**ENTRE**

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement la commune du Perreux-sur-Marne, *s/s* 98 avenue du Général de Gaulle au Perreux-sur-Marne (94170), représenté par Madame/Monsieur Christel Royer, en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération ..... du ..... en date du .....

**Dénommée ci-après « la Collectivité »,**

**ENTRE**

La Région Île-de-France, *s/s* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-333 de la commission permanente de la Région en date du 21 septembre 2023 ;

**Dénommée ci-après « la Région »,**

**ET**

L'établissement public local d'enseignement Paul Doumer, *s/s* 2 rue Paul Doumer au Perreux-sur-Marne (94170), représenté par Madame/Monsieur Sébastien Leboeuf, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du .....

**Dénommée ci-après « l'Etablissement »**

**APRES AVOIR RAPPELE :**

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 – Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

**Article 2 – Utilisation :**

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

### **Article 3 - Dispositions Financières :**

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

### **Article 4 – Assurances :**

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

#### **Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2023, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

#### **Article 6 - Modifications :**

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

#### **Article 7 - Résiliation :**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

#### **Article 8 – Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

**Article 9 - Litiges :**

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à  
Le  
Pour la Collectivité

Fait à  
Le  
Pour la Région

Fait à  
Le  
Pour l'Etablissement

## Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Service des Sports  
ligne directe 01.48.71.53.69

### **Lycée Paul DOUMER**

Année scolaire 2023/2024

#### Gymnase Adolphe CHERON :

**MARDI :** de 12 heures à 18 heures  
**MERCREDI :** de 12 heures à 14 heures (UNSS)  
**JEUDI :** de 12 heures à 18 heures  
**VENDREDI :** de 12 heures à 17 heures

#### Stade Adolphe CHERON – Terrain Synthétique :

**LUNDI :** de 10 heures à 17 heures  
**MARDI :** de 12 heures à 18 heures  
**JEUDI :** de 12 heures à 18 heures  
**VENDREDI :** de 10 heures à 17 heures

#### Stade Léo LAGRANGE – Terrain Synthétique :

**MARDI :** de 10 heures à 12 heures  
**MERCREDI :** de 8 heures à 12 heures  
**JEUDI :** de 10 heures à 12 heures  
**VENDREDI :** de 12 heures à 18 heures

#### Gymnase des Ormes :

**LUNDI :** de 10 heures à 17 heures  
**MARDI :** de 10 heures à 18 heures  
**MERCREDI :** de 8 heures à 14 heures  
**JEUDI :** de 10 heures à 18 heures  
**VENDREDI :** de 10 heures à 18 heures

## **ANNEXE 2 - Convention relative a l'utilisation dequipements sportifs\_Luzarches**

<p align="center"><b>CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</b></p>
--

**ENTRE**

Le propriétaire des équipements, la commune de Luzarches, représentée par Monsieur Michel Mansoux, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération ..... du ..... en date du .....

**Dénommée ci-après « la Collectivité »,**

**ENTRE**

La Région Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-333 de la commission permanente de la Région en date du 21 septembre 2023 ;

**Dénommée ci-après « la Région »,**

**ET**

Le lycée Gérard de Nerval, sis 2 rue des Selliers à Luzarches (95270), représenté par son proviseur Monsieur Pierre Piens, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du .....

**Dénommée ci-après « l'Etablissement »**

**APRES AVOIR RAPPELE :**

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 – Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

**Article 2 – Utilisation :**

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

### **Article 3 - Dispositions Financières :**

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

### **Article 4 – Assurances :**

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des



activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

#### **Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2023, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

#### **Article 6 - Modifications :**

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

#### **Article 7 - Résiliation :**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

#### **Article 8 – Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

**Article 9 - Litiges :**

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à  
Le  
Pour la Collectivité

Fait à  
Le  
Pour la Région

Fait à  
Le  
Pour l'Etablissement

<b>Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements</b>
---

EQUIPEMENTS	JOURS D'UTILISATION	HORAIRES
Salle blanche Montel	Lundi	
	Mardi	
	Mercredi	
	Jeudi	
	Vendredi	

**ANNEXE 3 - Convention relative a l'utilisation dequipements  
sportifs\_Neuilly-sur-Marne\_Lyc. N.-J. Cugnot**

<p align="center"><b>CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</b></p>
--

**ENTRE**

Le propriétaire des équipements, la commune de Neuilly-sur-Marne, représentée par Monsieur Zartoshte Bakhtiari, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération ..... du ..... en date du .....

**Dénommée ci-après « la Collectivité »,**

**ENTRE**

La Région Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-333 de la commission permanente de la Région en date du 21 septembre 2023 ;

**Dénommée ci-après « la Région »,**

**ET**

Le lycée LPO Nicolas-Joseph Cugnot, sis 55 boulevard Louis Armand à Neuilly-sur-Marne (93330), représenté par son proviseur Madame Evelyne Delfau, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du .....

**Dénommée ci-après « l'Etablissement »**

**APRES AVOIR RAPPELE :**

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 – Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

**Article 2 – Utilisation :**

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

### **Article 3 - Dispositions Financières :**

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

### **Article 4 – Assurances :**

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des

activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

#### **Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2023, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

#### **Article 6 - Modifications :**

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

#### **Article 7 - Résiliation :**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

#### **Article 8 – Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

**Article 9 - Litiges :**

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à  
Le  
Pour la Collectivité

Fait à  
Le  
Pour la Région

Fait à  
Le  
Pour l'Etablissement



<b>Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements</b>
---

EQUIPEMENTS	JOURS D'UTILISATION	HORAIRES
Gymnase Cerdan	Lundi	
	Mardi	
	Mercredi	
	Jeudi	
	Vendredi	
Gymnase Deglane	Lundi	
	Mardi	
	Mercredi	
	Jeudi	
	Vendredi	
Piscine municipale	Lundi	
	Mardi	
	Mercredi	
	Jeudi	
	Vendredi	

## **ANNEXE 4 - Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs\_Cne Montsoul\_Lyc. J. Mermoz**

**CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS  
COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES  
ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE**

**ENTRE**

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement le syndicat intercommunal de réalisation et de gestion des équipements sportifs pour le C.E.S., le L.P. et la commune de Montsoul (SIRGES), sis 21 rue de la Mairie à Luzarches (95560), représenté par Madame/Monsieur ....., en sa qualité de ....., agissant en vertu d'une délibération ..... du ..... en date du .....

**Dénommée ci-après « la Collectivité »,**

**ENTRE**

La Région Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-333 de la commission permanente de la Région en date du 21 septembre 2023 ;

**Dénommée ci-après « la Région »,**

**ET**

L'établissement public local d'enseignement Jean Mermoz, sis 21 rue Emile Combres à Montsoul (95560), représenté par Madame/Monsieur Rodrigue Patisson, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du .....

**Dénommée ci-après « l'Etablissement »**

**APRES AVOIR RAPPELE :**

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 – Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

**Article 2 – Utilisation :**

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent

respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

### **Article 3 - Dispositions Financières :**

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

### **Article 4 – Assurances :**

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

#### **Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2023, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

#### **Article 6 - Modifications :**

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

#### **Article 7 - Résiliation :**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

#### **Article 8 – Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

**Article 9 - Litiges :**

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à  
Le  
Pour la Collectivité

Fait à  
Le  
Pour la Région

Fait à  
Le  
Pour l'Etablissement

<b>Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements</b>
---

EQUIPEMENTS	JOURS D'UTILISATION	HORAIRES
	Lundi	
	Mardi	
	Mercredi	
	Jeudi	
	Vendredi	
	Lundi	
	Mardi	
	Mercredi	
	Jeudi	
	Vendredi	

## **ANNEXE 5 - Convention relative a l'utilisation dequipements sportifs\_SICVSD\_Lyc. S. Delaunay**



<p align="center"><b>CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</b></p>
--

**ENTRE**

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement le syndicat intercommunal de Cesson Vert-Saint-Denis, sis 5 rue Aimé Césaire à Vert-Saint-Denis (77240), représenté par Madame/Monsieur Dan Gbandé-Gbato, en sa qualité de Président agissant en vertu d'une délibération ..... du ..... en date du .....

**Dénommée ci-après « la Collectivité »,**

**ENTRE**

La Région Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-333 de la commission permanente de la Région en date du 21 septembre 2023 ;

**Dénommée ci-après « la Région »,**

**ET**

L'établissement public local d'enseignement LPO Sonia Delaunay, sis 1 rue Aimé Césaire à Vert-Saint-Denis (77240), représenté par Madame/Monsieur Cécile Chanoz, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du .....

**Dénommée ci-après « l'Etablissement »**

**APRES AVOIR RAPPELE :**

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 – Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

**Article 2 – Utilisation :**

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

### **Article 3 - Dispositions Financières :**

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

### **Article 4 – Assurances :**

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

#### **Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2023, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

#### **Article 6 - Modifications :**

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

#### **Article 7 - Résiliation :**

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

#### **Article 8 – Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

**Article 9 - Litiges :**

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à  
Le  
Pour la Collectivité

Fait à  
Le  
Pour la Région

Fait à  
Le  
Pour l'Etablissement

## Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

	<u>Détail des équipements :</u>						
	<b>Complexe Jean Vilar - Vert Saint Denis</b>						
	Salle de musculation Bombard						
	Salle omnisports Bombard						
	Salle d'activité Bombard						
	Salle de gymnastique Lanzmann						
	Aire de lutte Lanzmann						
	Mur d'escalade Lanzmann						
	<b>Gymnase Sonia Delaunay - Vert Saint Denis</b>						
	Salle omnisports						
	Mur d'escalade						
	Salle de combat						
	<b>Maison des Sports et de la Culture - VSD</b>						
	Terrain synthétique						
	Salle d'activité						
	<b>Stade Creuset - Cesson</b>						
	Terrain stabilisé						
	<b>Jours et horaires*</b>						
	<u>Du lundi au vendredi</u>						
	Matin	début	8h	fin	12h05		
	Après-midi	début	14h	fin	17h30		
	<u>Samedi matin</u>	début	8h	fin	12h05		
	<i>*les amplitudes horaires sont variables selon les cycles d'EPS</i>						